

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



www.pia-togo.com



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Accès à l'énergie pour tous

SUN KING SOUTIENT LE TOGO



Aide aux pays vulnérables

Le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du FMI, opérationnel

Page 3

Ecobank Fintech Challenge 2022

Les six finalistes connus

Le groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain privé, a annoncé,...

Page 4

Sécurité alimentaire en Afrique

Le groupe OCP consacrera 4 millions de tonnes d'engrais en 2023

Le Groupe OCP a annoncé le 11 octobre 2022, lors des Assemblées annuelles...

Page 4

Digitalisation

UBA Cameroun lance son service Mobile Money

UBA Cameroon, filiale du banquier nigérian United Bank for Africa (UBA), annonce ...

Page 6

Page 2



Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.



Composez *909#



Sélectionnez 1- Ça C'est Moi



Sélectionnez Internet



Choisissez le forfait fait pour vous

Aide aux pays vulnérables

Le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du FMI, opérationnel

La Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a annoncé le 12 octobre 2022 à Washington, la mise en service du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (fonds fiduciaire RD), conçu pour aider les pays vulnérables à relever des défis sur le long terme.

● Eyrarn AKAKPO



Le nouveau fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (fonds fiduciaire RD) est désormais opérationnel. L'annonce a été faite par la Directrice générale du FMI Kristalina Georgieva, en marge des Assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods. « Aujourd'hui, j'ai informé le conseil d'administration qu'avec les ressources rassemblées à ce jour, ce fonds est en position d'engager des opérations de prêt. Nous avons formulé une promesse et nous l'avons tenue. À ce titre, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à nos pays membres pour avoir su faire preuve de solidarité en cette période marquée par

des difficultés sans précédent », a déclaré la directrice de FMI. En moins de trois ans, le monde a été frappé par de multiples chocs successifs. Tout d'abord, la pandémie de COVID-19. Ensuite l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise du coût de la vie qu'elle a entraînée. Et pendant que le monde est aux prises avec ces crises, il en est une autre, celle du changement climatique, qui ne connaît aucun répit. Tout premier mécanisme du FMI à octroyer des financements à long terme abordables, le fonds fiduciaire RD a pour vocation d'aider les pays à renforcer leur résilience face aux difficultés structurelles,

telles que le changement climatique et les pandémies, afin qu'ils préservent leur stabilité économique et financière à plus long terme, tout en mobilisant d'autres financements publics et privés. « Grâce à l'appui déterminé de nos pays membres, nous avons atteint l'objectif ambitieux fixé par le CMFI et le G20, qui était de rendre le fonds fiduciaire RD opérationnel à la période de l'assemblée annuelle 2022 du FMI et de la Banque mondiale. Le conseil d'administration est donc désormais en mesure d'approuver des demandes d'accords au titre du fonds fiduciaire RD formulées par des pays membres et j'ai

hâte qu'il examine le premier lot de sollicitations dans les mois à venir », a indiqué Kristalina Georgieva.

Le conseil d'administration du FMI a approuvé la création du fonds fiduciaire RD en avril 2022 avec la volonté d'en faire le troisième pilier de l'arsenal des instruments de prêt du FMI, aux côtés du compte des ressources générales (CRG) et du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire RPC). Les prêts octroyés par ce nouveau mécanisme présentent une échéance de 20 ans, assortie d'une période de grâce de 10½ ans. Le fonds fiduciaire RD bénéficiera aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire admissibles, qui représentent environ les trois quarts des pays membres du FMI. Il permettra d'amplifier l'incidence de l'allocation de DTS d'un montant de 650 milliards de dollars réalisée l'année dernière, en orientant les ressources des pays membres plus robustes sur le plan économique vers les pays dont les besoins sont les plus importants. « J'aimerais faire part de mon immense gratitude à l'Allemagne, à l'Australie, au Canada, à la Chine, à l'Espagne et au Japon, qui fournissent la première tranche de ressources, d'un montant de 15,3 milliards de

DTS (20 milliards de dollars) », a révélé la Directrice générale. En effet, cette première tranche ne représente qu'un peu plus de la moitié du total des engagements formulés à ce jour par 13 pays en faveur du fonds fiduciaire RD, soit 29 milliards de DTS (37 milliards de dollars). De nouvelles contributions devraient se matérialiser au début de 2023, une fois des procédures nationales achevées, ce qui dotera le FMI d'un socle solide pour répondre aux demandes d'accords au titre du fonds fiduciaire RD dans les années à venir. D'autres pays devraient fournir des engagements au fil du temps et nous poursuivrons nos efforts de mobilisation de fonds afin d'élargir le groupe de contributeurs et de faire en sorte que le fonds fidu-

ciaire RD dispose des ressources suffisantes. « Du côté de la demande, je juge encourageant le vif intérêt manifesté par les pays pour les financements au titre du fonds fiduciaire RD. Nous avons déjà atteint un stade de discussions avancé avec un groupe de pays aux profils variés s'agissant de leurs actions sur le plan climatique. Le FMI acquiert de l'expérience avec ce nouvel instrument au cours de cette phrase initiale et les enseignements qu'il en tirera bénéficieront à l'ensemble des pays admissibles à l'avenir » a-t-elle déclaré. Grâce à une coopération efficace avec d'autres institutions internationales, le FMI jette également les bases de prêts au titre du fonds fiduciaire RD destinés à appuyer des mesures de préparation aux pandémies.

ECO & FINANCES
QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU TOGO - REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques,

financières et boursières

Email : ecofinances.infos@gmail.com

Site web : www.ecofinances.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES

N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyrarn AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Accès à l'énergie pour tous Sun King soutient le Togo

Le plus grand fournisseur de produits d'énergie solaire pour les maisons hors réseau en Afrique et en Asie, Sun King soutient le gouvernement togolais pour fournir un accès à une énergie propre et fiable à plus de deux millions de togolais.

● Bernard AFAWOUBO

L'une des visions phare du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé est de permettre à tous les togolais d'avoir accès à l'énergie électrique fiable d'ici 2030. S'inscrivant dans cette dynamique, Sun King qui est le plus grand fournisseur de produits d'énergie solaire pour les maisons hors réseau en Afrique et en Asie s'est récemment associé au gouvernement togolais pour fournir un accès à une énergie propre et fiable à plus de deux millions de togolais.

Ce partenariat entre le gouvernement togolais et Sun King fait partie du programme CIZO qui a été lancé en 2017 par l'exécutif pour se concentrer sur l'accès à l'énergie propre pour tous les togolais d'ici 2030. A en croire Mawunyo Mila Ami AZIABLE, Ministre togolaise de l'Énergie et des Mines, la vision du Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, c'est de donner à tous les togo-



lais, hommes et femmes, quel que soit leur niveau de vie ou leur milieu de résidence, l'accès à une électricité fiable, en quantité, en qualité et surtout à un prix abordable d'ici 2030.

« Cette vision, confirmée à travers les objectifs de la feuille de route Togo 2020 - 2025, ne peut être mise en œuvre sans l'aide du secteur privé. Et, nous sommes heureux aujourd'hui de nous associer à Sun King pour accélérer les efforts de Sun King-SOLEVA pour fournir des systèmes solaires domestiques aux ménages

ruraux afin d'atteindre notre objectif commun », a-t-elle déclaré.

Le programme CIZO repose sur l'extension du réseau aux localités au Togo, mais aussi sur le développement de l'énergie solaire hors réseau, par la vente de kits individuels aux ménages les plus reculés ou par la construction et l'exploitation de mini-centrales solaires à travers tout le pays. Dans le cadre de ce projet, Sun King distribuera deux systèmes domestiques emblématiques, le Home 200X et le Home 500X, qui peuvent éclairer

jusqu'à quatre pièces, augmentant les heures productives à la maison.

« Le gouvernement togolais a été un pionnier dans l'intégration de l'énergie solaire hors réseau dans ses politiques énergétiques. Leur travail novateur en tant que régulateurs, facilitateurs et co-financiers augmente considérablement l'accessibilité de l'énergie solaire de haute qualité et permettra à des centaines de milliers de familles togolaises d'adopter l'énergie solaire Sun King dans les années à venir. Nous sommes fiers de participer à cet impor-

tant travail et espérons voir d'autres gouvernements de la région s'adapter également à ce modèle », exprime Anish Thakkar, co-fondateur de Sun King.

Programme imaginatif et audacieux du Togo pour les années d'ici 2030, montre comment l'ODD 7 et les cibles climatiques peuvent être atteints grâce à des programmes nationaux bien structurés. Sun King a récemment acquis SOLEVA, une entreprise sociale proposant des solutions d'électrification en Afrique de l'Ouest, notamment au Togo, dans le cadre du bénéficiaire du programme CIZO avec des opérations directes sous le nom de SOLEVA.

Commentant ces propos, Charles Sena Ayenu et Andrew Carter, co-fondateurs de SOLEVA qui ont cédé leur participation majoritaire à Sun King, ont déclaré : « Nous sommes très heureux que Sun King poursuive la mission que nous avons entreprise lorsque nous avons fondé SOLEVA Togo en

2018, et nous leur souhaitons grand succès au service de la population mal desservie au Togo.

À propos de Sun King

Sun King, anciennement connu sous le nom de Greenlight Planet, est la plus grande société d'énergie solaire hors réseau au monde, desservant les 1,8 milliard de personnes en Afrique et en Asie qui n'ont pas accès à une électricité fiable.

Grâce à une conception de produit innovante, un financement par répartition abordable et une équipe de terrain de 15 000 agents assurant l'installation et le service, Sun King a propulsé la vie de plus de 85 millions de personnes.

Fondée en 2007 sous le nom de Greenlight Planet, Sun King établit la référence en matière de technologie solaire hors réseau dans le cadre de sa mission : donner accès à des vies plus brillantes. Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.sunking.com.

Coopération

Le Togo et les relations entre l'OEACP et l'UE

Le Togo continue de jouer un rôle prépondérant dans la redynamisation des relations de coopération entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP anciennement appelé groupe des États ACP) et l'Union-Européenne (UE) surtout dans les négociations pour le nouvel accord de partenariat entre l'OEACP et l'UE.

Reconnu pour son engagement sur la scène internationale, le Togo a coordonné ces dernières années avec diplomatie, les activités du Groupe central de négociation des nouveaux Accords Post-Cotonou en sa qualité de négociateur en chef des 79 pays membres constituant le Groupe OEACP. Une stratégie gagnante, après plus de deux ans d'intenses négociations qui

ont débuté à l'issue des travaux de la 43ème session du Conseil des ministres OEACP-UE et la 107ème session du Conseil des ministres des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) qui se sont tenus à Lomé en mai 2018, avec l'adoption du mandat de négociation Post-Cotonou. Le nouvel accord de partenariat entre l'Union européenne (UE) et les membres

de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) marque ainsi la conclusion officielle des négociations de l'accord post-Cotonou, qui fixe le cadre de coopération politique, économique et sectorielle pour les vingt prochaines années. Ce nouvel accord modernise considérablement la coopération et élargit la portée et l'ampleur des ambitions de

l'UE et de l'OEACP en vue de mieux relever les défis actuels et à venir. Les partenaires ont renforcé leurs engagements dans des domaines prioritaires tels que les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance, la paix et la sécurité, le développement humain, qui englobe la santé, l'éducation et l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que la viabilité environne-

mentale, le changement climatique, le développement et la croissance durables, la migration et la mobilité. L'accord comporte également une dimension régionale et une structure de gouvernance nouvelles et renforcées, adaptées aux besoins de chaque région, pour la première fois depuis plus de quarante ans de collaboration.

Rappelons que quatre

conventions ont été signées dans la capitale togolaise. Le pays a également abrité en novembre 2011 les travaux de la 22ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) est précédemment connue sous le nom de « Groupe des Etats ACP ». La nouvelle dénomination est entrée en vigueur le 5 avril 2020.

Ecobank Fintech Challenge 2022

Les six finalistes connus

Le groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain privé, a annoncé le jeudi 13 octobre 2022, les six finalistes de la cinquième édition du Ecobank Fintech Challenge.

● Bernard AFAWOUBO



Venus d'Afrique du Sud, du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal et du Togo, les six finalistes de la cinquième édition du Ecobank Fintech se disputeront le vendredi 28 octobre prochain un prix d'une valeur de 50 000 \$ lors de la grande finale qui se tiendra au Centre Panafricain de Ecobank à Lomé. Les six fintechs se sont démarquées parmi un pool très compétitif de plus de 700 candidatures venant de 59 pays en Afrique et au-delà. Les six finalistes ont été choisis à l'issue d'une compétition très serrée entre plus de 700 fintechs provenant de 59 pays. Ils sont entre autres Cauri Money du Sénégal, DizzitUp du Togo, MaishaPay de la République démocratique du Congo, Moni Africa du Nigéria, Paycode de l'Afrique du Sud et Touchand Pay du Nigéria. Sponsorisée par Arise, cette 5ème édition du Ecobank Fintech Challenge permettra à tous les finalistes de bénéficier du programme de mentorat Fintech de Ecobank. Au cours de ce programme, Ecobank les aidera à explorer les opportunités telles que, le déploiement de leurs produits à une échelle panafricaine notamment une opportunité de poursuivre l'intégration avec Ecobank et potentiellement de lancer leurs produits et services dans tout ou

une partie de l'écosystème panafricain des 33 pays de Ecobank ; l'accès à la Sandbox Bancaire panafricaine du Groupe pour tester et développer leurs produits dans le marché panafricain ; l'accès prioritaire aux partenaires capital-risque de Ecobank afin d'explorer les opportunités de financement. « Je suis impressionné par le nombre croissant de candidatures pour le Ecobank Fintech Challenge. Nous sommes passés d'environ 412 candidatures en 2018 à plus de 700 en 2022. Cela démontre un changement de paradigme certain au sein du continent africain, avec le désir des Africains de transformer l'innovation technologique en un véritable levier de développement socio-économique. Nous remercions tous les candidats pour leur participation et saluons la qualité très impressionnante de leur candidature. Nous sommes impatients de nous associer à eux pour que leurs solutions financières numériques révolutionnaires répondent aux défis uniques de notre continent et contribuent ainsi à promouvoir l'inclusion financière sur le continent » a déclaré Tomisin Fashina, directeur des opérations et de la technologie du Groupe Ecobank. « Les fintechs jouent un rôle central dans la création des solutions numériques innovantes qui améliorent l'expérience

client, apportent des propositions de valeur et réduisent les coûts. Nos investissements dans les fintechs reposent sur des partenariats collaboratifs qui font progresser l'inclusion financière sur le continent et offrent des opportunités de synergies mutuelles avec l'équilibre de notre portefeuille d'investissements » a précisé Gavin Tipper, PDG d'Arise, partenaire et co-sponsor du Ecobank Fintech Challenge 2022. Le Ecobank Fintech Challenge est conçu pour identifier des fintechs innovantes prêtes à se développer, avec lesquelles nous pouvons nouer un partenariat, les accompagner et leur donner accès aux 33 marchés africains de Ecobank, afin qu'elles puissent réaliser leur potentiel et devenir des exemples de réussite panafricaine. Ce concours entre en droite ligne avec la stratégie Fintech du Groupe Ecobank de bâtir des partenariats avec les fintechs africaines afin de contribuer à la transformation de la finance et de la banque digitales. Le Ecobank Fintech Challenge est organisé en collaboration avec des partenaires à travers l'Afrique et le monde, notamment Arise, sponsor officiel de l'édition 2022, Global Finder, TechCabal, Africa Fintech Network et Konfidants.

Sécurité alimentaire en Afrique

Le groupe OCP consacrera 4 millions de tonnes d'engrais en 2023

Le Groupe OCP a annoncé le 11 octobre 2022, lors des Assemblées annuelles de la Banque mondiale, son engagement à consacrer 4 millions de tonnes d'engrais à la disposition des agriculteurs africains.

● Ilona E.



Ce don représente plus du double de l'approvisionnement consacré par OCP au continent en 2021 et plus d'un quart de la production totale prévue par le Groupe. Ce programme d'approvisionnement en engrais comprendra un volet dédié à la formation et au renforcement de capacités en partenariat avec des acteurs locaux, en phase avec l'approche du Groupe centrée sur le fermier. Cette allocation permettra de garantir que les bons engrais soient disponibles pour l'ensemble du continent, en vue de stimuler les rendements pour 44 millions d'agriculteurs dans 35 pays, y compris au Maroc, où le Groupe est basé. « OCP a fortement investi dans le développement de sa capacité de production d'engrais écoresponsables, se fixant pour objectif d'atteindre 15 Mt de produits finis d'ici 2023, alors que sa capacité était de 3 Mt en 2008. Cet investissement permettra ainsi au Groupe de répondre aux besoins urgents de l'Afrique tout en soutenant les agriculteurs du monde entier », indique le communiqué de l'OCP. Le Groupe promeut une approche holistique qui vise à rassembler différents acteurs tout au long de la chaîne de valeur, afin de fournir le soutien dont les agriculteurs ont besoin et de s'assurer

que le vaste potentiel agricole du continent soit libéré au profit de l'Afrique et du monde. Cet effort actuel s'appuie sur l'engagement à long terme d'OCP en Afrique à travers sa filiale OCP Africa. Celle-ci a développé une approche globale centrée sur le fermier, qui a déjà atteint plus de 2 millions d'agriculteurs notamment à travers la customisation des engrais, la cartographie des sols, la formation, les essais sur le terrain et l'accès au marché. « La situation géopolitique actuelle révèle des fragilités systémiques profondes dans les systèmes agricoles mondiaux. Nous devons relever les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs africains, qu'il s'agisse des infrastructures, de la formation ou de l'accès au marché et au financement. Nous sommes heureux de pouvoir apporter notre contribution. Le Groupe OCP est également reconnaissant pour l'excellent dialogue et la collaboration avec la Banque mondiale, l'IFC, l'USAID, ainsi que les autres agences multilatérales et de développement impliquées dans cet effort, compte tenu de leur leadership et de leur engagement à long terme envers le développement de l'Afrique », a déclaré, Mostafa Terrab, Président Directeur Général du Groupe OCP.

Il faut souligner que le Groupe OCP contribue à nourrir une population mondiale grandissante en lui fournissant des éléments essentiels à la fertilité des sols et à la croissance des plantes. Avec un siècle d'expertise et un chiffre d'affaires de 9,4 milliards de dollars en 2021, le Groupe OCP est leader mondial sur le marché de la nutrition des plantes et des engrais phosphatés. Le Groupe offre une large gamme d'engrais phosphatés de spécialités, adaptés pour enrichir les sols, augmenter les rendements agricoles et nourrir les sols pour nourrir la planète de manière économique et durable. Basé au Maroc, et présent sur les cinq continents, OCP collabore étroitement avec plus de 350 clients à travers le monde. Engagé à servir au mieux le développement environnemental et social de l'Afrique, le Groupe OCP met l'innovation au cœur de sa stratégie, notamment pour la mise en place d'une agriculture durable et prospère sur le continent. Le Groupe est fermement convaincu que leadership et rentabilité sont nécessairement synonymes de responsabilité sociale et de développement durable. Sa vision stratégique est à la jonction de ces deux dimensions.



SIALO
Salon International de l'Agriculture
et de l'Agroalimentaire de Lomé

.de la terre à la table ...

9^{ème} Edition

**VENEZ
RENCONTRER LES ACTEURS
DE L'AGRICULTURE ET
DE L'AGROALIMENTAIRE**

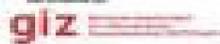
Rendez-vous

25 - 02 2022
OCTOBRE NOVEMBRE

CETEF TOGO 2000



ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE



+228 70248813 | salon-agriculture.tg

Digitalisation

UBA Cameroun lance son service Mobile Money

UBA Cameroon, filiale du banquier nigérian United Bank for Africa (UBA), annonce le lancement prochain de son service Mobile Money appelée « M2U Money ».



«En termes de coût, envoyer et retirer de l'argent par M2U Money n'entraîne que la taxe de 0,2% sur les transferts d'argent imposée par l'État camerounais. Ainsi les dépôts, transferts, retraits

et paiements par M2U Money reviennent à 0% de frais supplémentaires. M2U Money fournit aussi un espace de e-commerce, où offreurs et demandeurs de biens et services se rencontrent, convivialement, dans

un univers virtuel entièrement sécurisé», renseigne la banque. Elle indique, avec M2U Money, les utilisateurs peuvent envoyer et recevoir de l'argent directement dans leurs comptes, étant affilié à

n'importe quelle banque au Cameroun. Ainsi, ce nouveau service permettra à toute personne, titulaire ou non d'un compte bancaire, vivant en zone rurale ou en zone urbaine d'effectuer différents types de transactions financières à l'aide d'un téléphone mobile. Il s'agit du transfert d'argent; les paiements marchands; les paiements des factures; l'épargne et la réception des fonds de l'international. «Les transactions entre M2U

Money et son compte bancaire sont gratuites et avec son compte M2U Money on peut envoyer de l'argent à plusieurs autres contacts Orange, MTN ou Nexttel», indique la banque. UBA Cameroon se lance dans le Mobile Money après un échec dans le domaine il y a environ quatre ans. En effet, UBA et le troisième opérateur mobile du Cameroun, Nexttel, avaient coalisé pour le lancement d'un service baptisé «Nexttel Possa» (le porte-mon-

naie de Nexttel dans une langue locale). Une autorisation avait été délivrée le 12 mars 2018 par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac), institut d'émission des six États de la Cemac. La Beac donnait alors à Nexttel et UBA six mois au plus, pour lancer le nouveau service Mobile Money. Cette prescription n'a pas été respectée par l'opérateur des télécoms. La Banque centrale a alors annulé son autorisation. investiracameroun.com

Energie

TotalEnergies, le projet d'oléoduc ougandais devant la justice française

Six ONG ont assigné TotalEnergies en justice pour son projet d'oléoduc en Tanzanie et en Ouganda. Pour la première fois en France, la question du devoir de vigilance des entreprises à l'étranger sera au cœur d'un procès, qui s'ouvre ce mercredi 12 octobre.

Un premier test de la loi sur le devoir de vigilance. Le tribunal judiciaire de Paris devra se prononcer sur la question du méga-projet pétrolier en Ouganda et en Tanzanie, décrié par des ONG locales et françaises pour ses conséquences en matière de droits humains et d'environnement. Selon Les amis de la Terre, qui fait partie des six organisations françaises et ougandaises à l'origine de l'action en justice, c'est la première fois qu'une action en justice se fonde sur le devoir de vigilance des entreprises. Vers un renvoi Le procès est prévu pour le mercredi 12 octobre, mais les ONG ont demandé un renvoi, au motif que TotalEnergies aurait apporté de nouveaux éléments à son dossier dans la soirée de lundi. « En trente-six heures, c'est tout simplement impossible pour nos associations et nos avocats de tout lire, analyser et de rédiger nos contre-arguments qui doivent être soumis au juge par

écrit avant l'audience pour être pris en compte », a indiqué l'ONG Les amis de la Terre dans un communiqué. Devoir de vigilance Sur le fond, l'affaire ne devrait toutefois pas être bousculée. Le texte sur le devoir de vigilance avait été adopté en 2017, suite à l'effondrement en 2013 de l'immeuble Rana Plaza au Bangladesh, qui avait entraîné la mort de plus de 1 100 ouvriers. Il oblige les entreprises de plus de 5 000 salariés en France ou 10 000 à l'étranger à mettre en place « les mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement ». Le texte permet ainsi d'engager la responsabilité d'une entreprise française en cas de dommages dans un large nombre de domaines, que ceux-ci aient été commis par la société mère, ses filiales ou des sous-traitants.

Oléoduc chauffé Soutenus par les gouvernements tanzaniens et ougandais, les projets Tilenga et Eacop doivent faire de la région un nouvel eldorado pétrolier. Les deux sont étroitement liés : le premier consiste en un forage de 419 puits en Ouganda, dont un tiers dans le parc naturel des Murchison Falls. Le second consiste à construire et opérer ce qui sera le plus long oléoduc chauffé au monde. Il doit permettre de transporter les hydrocarbures de Tilenga jusqu'à l'océan Indien en traversant la Tanzanie sur 1 445 km. L'exploitation pourrait durer entre vingt-cinq et trente ans, avec un pic de production estimé à 230 000 barils par jour. Droits humains Dans les deux pays, les ONG ont relevé des situations qui, selon elles, pourraient relever de la violation des droits humains. Dans un rapport publié le 6 octobre, Les amis de la Terre relèvent, sur la

base de témoignages recueillis sur place, une « absence récurrente de consentement libre » au rachat des terres, un manque de compensation financière, des interdictions de planter des cultures pérennes sur certaines terres. Les organisations ont aussi dans le viseur les dégâts environnementaux potentiels, tant sur le plan de la biodiversité que du climat. Les infrastructures traversent plusieurs aires protégées dans le pays. Selon les estimations du Climate Accountability Institute, cité par Les amis de la Terre, le projet conduirait aussi à l'émission de 379 millions de tonnes de CO2 sur toute la durée d'exploitation (en comptant le raffinage et l'usage final des produits pétroliers). TotalEnergies chiffre pour sa part les émissions à moins de 7 millions de tonnes, en prenant uniquement en compte la construction de l'oléoduc et son utilisation directe. Appels contre le projet

Un collectif de personnalités internationales – politiques, climatologues, responsables associatifs, évêques... – a appelé lundi 10 octobre dans une tribune « à stopper » ce méga-projet qui précipiterait « le bouleversement climatique et son cortège de catastrophes meurtrières ». Dans une tribune publiée par La Croix, 400 jeunes catholiques avaient demandé le 3 octobre aux évêques français de dénoncer le projet qui leur « paraît incompatible avec la recherche du bien commun ». Ils estiment que « l'Église de France ne peut rester silencieuse à propos de la plus grande entreprise de notre pays », et le Vatican a également condamné le projet. Environnement Aux yeux de Juliette Renaud, responsable de campagne régulation des multinationales, le procès TotalEnergies sera crucial : « Ce recours en justice est important car la décision du juge posera les bases de la jurisprudence en matière

de devoir de vigilance. » Après trois ans de procédure en justice, les ONG ont obtenu que le procès se déroule devant un tribunal judiciaire, où siègent exclusivement des magistrats professionnels, et non devant un tribunal de commerce. La semaine précédente, réagissant au rapport publié par Les amis de la Terre, le groupe a indiqué que ce projet « constitue un enjeu majeur de développement pour l'Ouganda et la Tanzanie ». Il a assuré mettre « tout en œuvre pour en faire un projet exemplaire en termes de transparence, de prospérité partagée, de progrès économique et social, de développement durable, de prise en compte environnementale et de respect des droits humains ». Sur son site Internet, le groupe revendique un programme d'acquisition foncière a été effectué « selon les meilleurs standards internationaux ».

Finances publiques en Côte d'Ivoire

Le projet de budget de l'Etat adopté par le conseil des ministres à 11 694,4 milliards FCFA (+18%)

Le conseil des ministres qui s'est tenu ce mercredi 12 octobre 2022, à la Présidence, au Plateau, a adopté après examen le projet de loi de finances portant Budget de l'Etat pour l'année 2023 présenté par le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. « Le projet de budget de l'Etat pour l'année 2023 s'équilibre en ressources et en charges à 11 694,4 milliards de francs CFA, et enregistre une progression de 18,1% par rapport au budget initial de l'année 2022 et de 8,9% par rapport au budget révisé de 2022. Cet équilibre devrait évoluer pour atteindre 13 072,4 milliards de francs CFA en 2024 et 14 169,6 milliards de francs CFA en 2025 », indique le communiqué final du conseil des ministres. Il est structuré en 32 dotations et 137 programmes, répartis au sein des institutions et ministères.



L'orientation budgétaire de l'exercice 2023, indique le conseil des ministres, s'inscrit dans une perspective de consolidation budgétaire avec une réduction du déficit projeté à 6% à fin 2022, à 4,8% du PIB en 2023. Aussi note-t-il que le Projet de budget 2023 est accompagné d'une matrice des réalisations par Ministère qui servira de base au renforcement du suivi-évaluation de l'action gouvernementale. Par ailleurs, le conseil

relève que le projet de Budget de l'Etat pour l'année 2023 intervient dans un contexte marqué par le ralentissement du rythme de progression de la croissance économique mondiale, lié essentiellement à la pandémie de Covid-19 et au conflit en Europe de l'Est, qui impactent fortement les prix des denrées alimentaires de base ainsi que les coûts des produits énergétiques. « Dans la dynamique des mesures socioéco-

nomiques, en cours, ce projet de budget porte la volonté du Gouvernement de soutenir davantage les secteurs en difficulté et de contenir les poussées inflationnistes, en vue de consolider le rythme de progression des activités économiques, actuellement de 6,8%, à plus de 7% en 2023, de façon à préserver le pouvoir d'achat des populations et à maintenir un climat social apaisé », lit-on. Minutes-eco.com

Lutte contre le changement climatique en Afrique

« Des financements et toujours plus de financements », clés, selon le président de la BAD

Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement, en costume immaculé et portant un nœud papillon, était calme, mais son ton était sérieux lorsqu'il a minutieusement décrit le « déluge de chocs » qui a frappé les pays africains.

Il a expliqué comment la guerre en Ukraine a fait exploser les coûts de l'énergie et les prix des denrées alimentaires en Afrique (le lien est externe). Il a abordé la question de l'affaiblissement des monnaies et de la hausse des taux d'intérêt, qui exacerbent les problèmes d'endettement (le lien est externe) des pays du continent. Il a également évoqué la possibilité d'une crise des engrais (le lien est

externe) qui pourrait frapper le continent, et ce jusqu'à l'année prochaine si la guerre en Ukraine perdurait. Tous ces défis interviennent dans un contexte marqué par les effets persistants de la crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19 (le lien est externe), et dont les pays ressentent encore le choc, a-t-il déclaré. « Prenez l'ensemble de la reprise à la

suite du Covid-19... L'Afrique aura encore besoin de 424 milliards de dollars environ d'ici l'année prochaine, pour pouvoir s'attaquer à ce problème particulier », a déclaré M. Adesina lors d'une conversation avec Devex pendant la 77e Assemblée générale des Nations unies (le lien est externe) à New York. M. Adesina ne le savait pas encore, mais début octobre, la Banque mondiale (le lien est externe) a

publié ses dernières prévisions économiques (le lien est externe), qui contenaient une projection désastreuse : la croissance devrait ralentir à 3,3 % cette année, contre 4,1 % en 2021. Et puis il y a les calamités (le lien est externe) auxquelles le continent est confronté en raison du changement climatique. (le lien est externe) « Comme dit l'adage, un malheur n'arrive jamais

seul », a déclaré gravement M. Adesina. « Il y a trop de chocs exogènes qui arrivent à ces pays simultanément ». Alors, qu'est-ce qui le tient éveillé la nuit ? « Comment s'assurer que l'Afrique n'est pas oubliée ? Comment faire en sorte que l'Afrique obtienne les ressources dont elle a besoin ? Comment veiller à ce que les priorités de l'Afrique soient constamment présentes sur la scène

mondiale ? C'est ce que je fais chaque jour. C'est ce qui me tient éveillé », a déclaré M. Adesina à Devex. Qu'est-ce qui permettra donc aux économies africaines de sortir de cette constellation de crises ? Sa réponse à cette question est remarquable, car elle n'inclut pas le mot « aide ». « Des financements, des financements, et toujours plus de financements », a déclaré M. Adesina.

Ligue des Champions

L'équipe type de la 4e journée

Les artistes et les buteurs sont à l'honneur dans cette équipe type de la 4e journée de la phase de groupes de Ligue des Champions.

La 4e journée de la phase de groupes de Ligue des Champions s'est achevée hier soir avec entre autres, le match nul spectaculaire entre le FC Barcelone et l'Inter (3-3), la belle victoire de l'OM sur les terres du Sporting (2-0), ou encore le très large succès de Liverpool chez les Rangers (7-1). On retrouve d'ailleurs des joueurs de ces équipes citées dans notre équipe type de cette semaine de C1. Vous noterez d'ailleurs le déséquilibre offensif mais volontaire

de ce onze puisque de nombreux joueurs de devant se sont illustrés. On commence tout de même par Simon Mignolet, le gardien de Bruges, nouveau cauchemar de l'Atlético de Madrid avec 9 arrêts au compteur. Nous avons opté pour un 3-4-3 dans lequel on retrouve un Français en défense. Il s'agit d'Ibrahima Konaté. Pour son deuxième match de la saison et seulement sa première titularisation, le joueur de Liverpool, blessé au genou depuis le mois d'août, revient très

fort. Il est même au départ de l'action sur le 2e but de son équipe. Il est aligné avec deux Madrilènes, Nacho et Rüdiger, tous les deux très solides face au Shakhtar. L'Espagnol a remporté la majorité de ses duels, malgré le nul de son équipe, tandis que son coéquipier allemand a arraché l'égalisation avec un but en toute fin de rencontre, non sans sacrifice. Une équipe ultra-offensive. On passe au milieu à 4 avec des Marseillais à l'honneur. Intenable hier contre le Sporting

CP avec un penalty provoqué et une passe décisive pour Alexis Sanchez, Amine Harit prend de l'ampleur à l'OM. Son coéquipier Mattéo Guendouzi, a lui aussi assuré dans un rôle plus offensif qu'à l'accoutumée. Dans l'entrejeu, l'international français est accompagné de Leon Goretzka, auteur d'un doublé avec le Bayern Munich contre le Viktoria Plzen. Enfin côté gauche, vous commencez à en avoir l'habitude avec la présence de Khvicha Kvaratskhelia.

Déjà aligné dans notre équipe la semaine dernière, le Géorgien a de nouveau fait exploser la défense de l'Ajax avec une passe décisive et un but sur penalty à la clé. Enfin devant, il y a de quoi faire également. Mohamed Salah, malgré son rôle de remplaçant en début de match, a définitivement lancé sa campagne de C1. Un peu à la peine en ce début de saison, l'Égyptien est entré en jeu pour inscrire le triplé le plus rapide de l'histoire de la compétition. C'est bien

simple, il ne lui aura fallu que 6 minutes et 12 secondes pour frapper trois fois. Il en profite pour devenir le meilleur buteur africain (devant Drogba) en Ligue des Champions, ainsi que le meilleur buteur pour un club anglais. Lewandowski s'est lui offert un doublé, permettant au Barça d'arracher le nul contre l'Inter d'un certain Lautaro Martinez, buteur et formidable passeur pour Gosens. Foot M e r c a t o

SEGUCE TOGO FAIT PEAU NEUVE

Ancien logo



Nouveau logo



Nouveau logo, nouvelle identité visuelle

Après 8 ans au service de la communauté du commerce extérieur togolais, SEGUCE a décidé de donner une nouvelle jeunesse à son identité visuelle. Fruit d'une réflexion et d'un processus collaboratif interne, cette nouvelle identité visuelle vise à donner un nouvel élan et accompagner le renforcement du partenariat avec toutes les structures de la communauté.

Cette évolution est rendue nécessaire par la nécessité d'aligner l'image de la SEGUCE avec la nouvelle dynamique interne du groupe Bureau Veritas, mais aussi renforcer notre ancrage au cœur du commerce extérieur togolais, fondé sur un partenariat solide avec les plus hautes autorités, les structures partenaires, le secteur privé togolais, et le grand public.

Le nouveau graphisme reprend les éléments distinctifs du drapeau togolais, tout en alliant simplicité et sobriété. Il affecte déjà nos principaux canaux de communication (courriers, emails, affichage public) et s'étendra bientôt à tous les autres, notamment notre site internet qui fera aussi peau neuve.